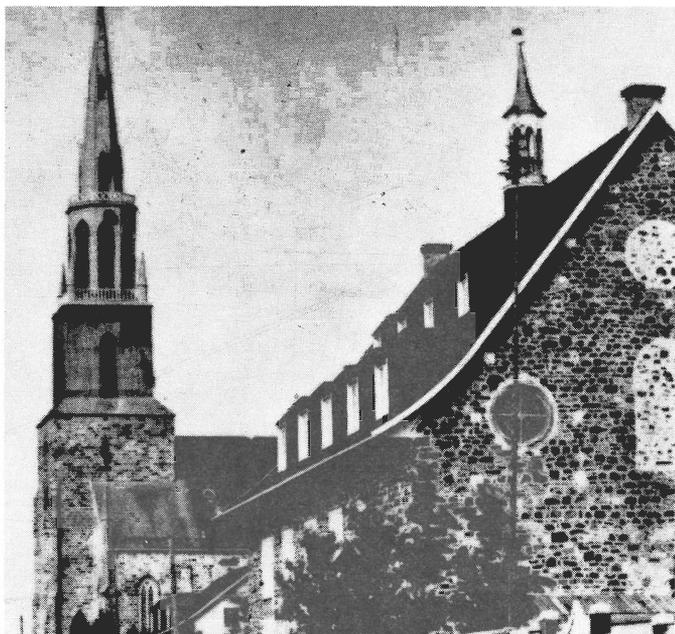


Le Musée régional de Rimouski, 1972-1982

France Lévesque



Le Musée régional de Rimouski, suite à plusieurs utilisations passées, devient une institution importante sur le plan culturel dans la région. La collaboration et le dynamisme de plusieurs personnes de Rimouski ont permis son ouverture officielle le 23 juin 1972. Ces personnes sont Monseigneur Antoine Gagnon, ex-président de la Corporation du Musée régional de Rimouski, dont le comité exécutif qui se compose de M. Gaston Martin, Mme Lisette Morin, M. Gilles Tremblay, M. Guy Hamel et M. Luc-Bernard Duquette.

Durant cette décennie, le Musée diffuse une culture vivante en présentant des expositions à caractère régional, national et international, très variées, surtout artistiques mais aussi historiques, ethnologiques ou même sociales.

Dès 1969, le "couvent gris" se retrouve inoccupé. Les directeurs de l'École technique se préoccupent de l'avenir du bâtiment. Nous pouvons retrouver dans les procès-verbaux de la Corporation de l'École technique, des propositions qui témoignent du premier processus pour la création du Musée. Lors d'une réunion, tenue le 7 août 1969 à Rimouski:

Il est proposé... que cette corporation soit autorisée à acquérir de Mgr Louis Lévesque, archevêque de Rimouski, l'édifice actuellement connu sous le nom de "ÉCOLE ST-JOSEPH" et qui est la troisième église de Rimouski, située sur la rue St-Germain ouest à Rimouski, pour le prix de \$1.00...''

De plus, à la même réunion:

"Il est proposé... que le président de la Corporation (Mgr Antoine Gagnon) soit autorisé à effectuer des pourparlers avec la Cité de Rimouski dans le but de rénover la dite École St-Joseph... et d'en faire un musée régional."''

Les premières démarches entreprises ouvrent les portes à une étape importante, celle de la restauration. Le président de la Corporation engage les ingénieurs et les architectes pour préparer les esquisses, les plans et les devis en rapport avec une recherche historique. Un premier budget vient directement de la caisse de la Corporation de l'École technique,

"À ces fins, ainsi que pour les travaux préliminaires, le président est autorisé à dépenser un montant qui ne devra pas dépasser la somme de \$100,000.00."''

Le 15 août 1970, un entrepreneur s'engage à effectuer certaines modifications. En août de la même année, les travaux continuèrent pour enlever le toit de tôle,



l'enduit de ciment gris et les annexes. La Corporation de l'École technique, alors, change pour le nom de la Corporation du Musée régional de Rimouski.

Le 6 mars 1971, suite à une réunion du conseil d'administration de la nouvelle Corporation, Monseigneur Antoine Gagnon, M. le maire Bérubé et le Ministre Maurice Tessier sont délégués afin d'évaluer et d'étudier d'autres possibilités budgétaires pour la continuité des travaux.

À la fin avril 1971, les travaux arrêtent temporairement à cause d'un manque de fonds. On procède donc à un emprunt bancaire. Un peu plus tard en novembre, une demande de subvention s'adresse au Ministère des Affaires culturelles pour terminer la réfection.

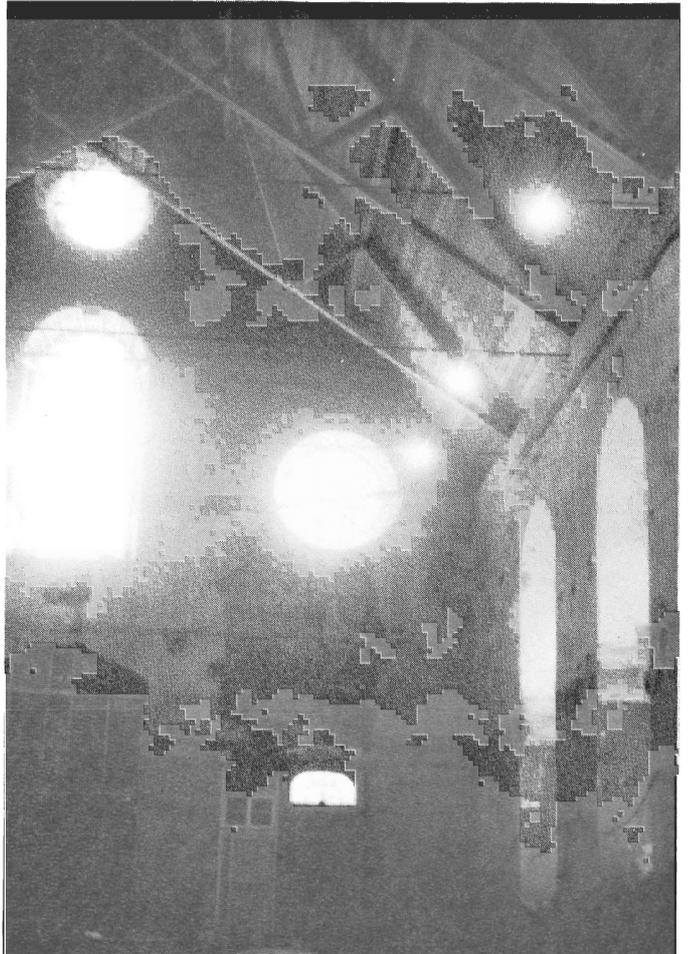
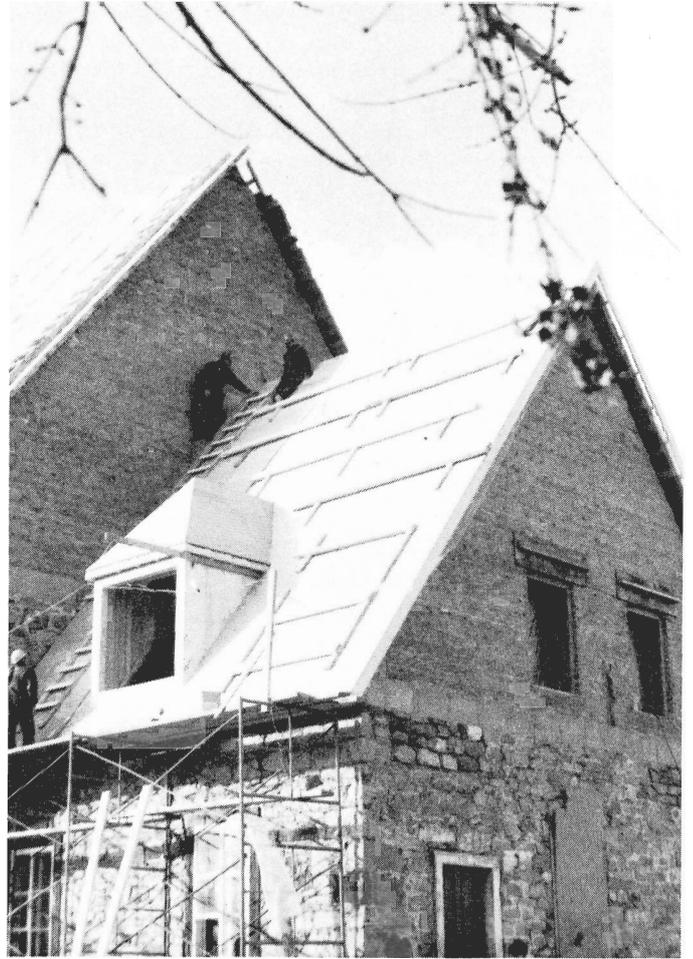
Sous la direction de M. Gaston Martin, la restauration se poursuit jusqu'à l'intérieur. On procède donc au curetage: chambres d'écoliers, salles de musique et les classes sont démolies et remplacées par une nouvelle structure à l'image de l'église passée. Selon M. Martin, cette restauration s'est faite à partir de compromis, souvent monétaires. Ce projet se définit plutôt comme une "restauration critique" dans le sens de reconstitution des parties reconstituées dans l'harmonie du modernisme et de l'oeuvre ancienne. Poutres et planchers à cheville deviennent des éléments décoratifs, et imitent ceux d'antan.

Le 14 mars 1972, lors d'une assemblée d'administrateurs, il est résolu de restructurer la Corporation du Musée. Un amendement fait porter de 3 à 20 le nombre d'administrateurs. Ils sont réélus à chaque année par l'assemblée générale. Les membres de ce conseil peuvent élire, entre eux, un comité exécutif de cinq personnes et différents comités de travail. La Corporation du Musée est une institution privée, à but non lucratif, incorporée en vertu de la troisième partie de la loi des compagnies du Québec. Pour son fonctionnement, le Musée bénéficie d'une subvention du Ministère des Affaires culturelles par l'entente Canada-Québec dans le cadre du programme O.D.E.Q. (office de développement de l'Est du Québec).

Le comité exécutif formé procède à l'engagement du premier directeur, M. Jean-Yves Leblond, en avril 1972. Il aura comme mandat de préparer l'ouverture officielle de l'institution. Ce comité se compose de gens intéressés à la cause culturelle et ils y travaillent depuis plusieurs années. Pour devenir membre de la Corporation, il importe de payer une cotisation de \$1,00, somme minimale, et de vouloir s'impliquer selon ses qualifications.

Dès avril 1972, M. Leblond se met alors à la tâche pour une première organisation générale tant au niveau du personnel, des immobilisations et des conditions muséologiques primordiales. Il entreprend des contacts pour une demande d'affiliation à l'Association des Musées canadiens, suite à une politique nationale muséale dans le but de développer les Musées au pays.

Le Ministère des Affaires culturelles du Québec, subventionnaire, entend créer un réseau de Musées à vocations différentes dans la région de la Gaspésie, du Bas-Saint-Laurent et des Îles-de-la-Madeleine. La vocation Beaux-Arts est désignée pour le Musée de Rimouski. Ceci l'implique à conserver, collectionner et présenter



des objets tels que, sculptures, peintures, gravures, dessins, ainsi que des objets d'art décoratif. Des relations avec le Musée du Québec, par le directeur M. Jean Soucy, facilitent la collaboration pour des prêts d'objets. M. Leblond emprunte des oeuvres du patrimoine artistique national, qui donnera lieu à des expositions d'art traditionnel et contemporain. La vocation régionale du Musée s'exprime par des expositions d'artistes régionaux, des concerts d'été, des soirées de poésie, des conférences et plusieurs autres activités culturelles.

M. André Lemay, designer de Montréal, a conçu le système d'éléments modulaires pour l'accrochage et la présentation des expositions.

M. Léo Rosshandler, directeur-adjoint en 1972, du Musée des Beaux-Arts, donne plusieurs conseils pour l'organisation interne du Musée. Ceci permettra un échange de services et de prêts d'objets pour des expositions futures.

Dès 1973, le Musée devient un Centre national d'exposition. Le gouvernement fédéral décide d'organiser un réseau de centres d'exposition, suite à une nouvelle politique de démocratisation et de décentralisation du patrimoine national, déjà amorcée vers 1971-72.

Le directeur fait une demande de subvention afin d'obtenir les ressources nécessaires pour améliorer les conditions du Musée dans le but de répondre aux normes minimales muséologiques: contrôle de la lumière et de l'humidité. On procède à l'installation du système de climatisation.

Étant un centre national d'exposition, l'institution reçoit des expositions itinérantes organisées par d'autres musées, de types artistique, scientifique, historique, etc.

En 1974, le Ministère des Affaires culturelles retarde les subventions. Selon le rapport du président du comité exécutif présenté le 23 octobre 1974:

"L'état de santé du Musée régional de Rimouski.. laisse fort à désirer, non du côté moral mais du côté physique".⁴

Ces problèmes pécuniaires freinent la concrétisation du développement futur du Musée tant pour l'équipe-

ment que pour les acquisitions. L'institution en tant que Musée et Centre national d'exposition a des rôles précis, lui demandant des exigences spécifiques. La première fonction, celle de musée nécessite la création d'une collection permanente, l'amélioration technique et physique de l'édifice. La deuxième celle de Centre d'exposition requiert un programme varié d'activités et d'expositions à caractère régional, national et international.

En mai 1975, le programme de l'Entente Canada-Québec par l'O.D.E.Q. (Office de développement de l'Est du Québec) cesse.

Le Ministère des Affaires culturelles prend en charge le financement en partie. Le Musée doit participer pour trouver d'autres sources de financement afin de répondre à ses besoins à cause de son statut de musée privé.

En 1976, la même situation se reproduit. Les sub-



ventions sont inférieures à la demande du Musée. Plusieurs solutions temporaires sont à l'essai, en passant par les campagnes de financement et la formation de l'association des "Amis du Musée" en 1976. Chaque participant payait 50\$ de droit d'inscription et pouvait participer au tirage d'une oeuvre d'art par mois. Cette expérience dura un an au plus et mobilisait beaucoup de temps et d'énergie.

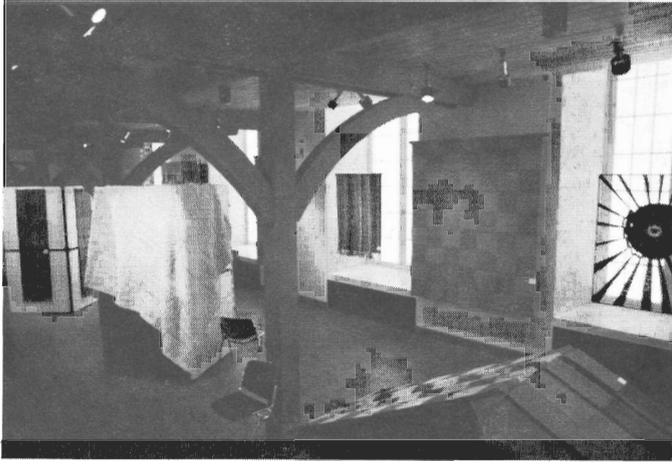
M. Jean-Yves Leblond démissionne en août 1977. Il annonce officiellement à la presse qu'un trop grand accaparement administratif ne lui donne pas le temps de se consacrer aux expositions et à la vie artistique. Selon lui, le Musée a besoin du personnel qualifié.

La même année, le prix de cotisation des membres s'élève à 5\$ par année et un prix d'entrée s'ensuit. Un service d'animation s'ouvre afin d'élaborer un programme d'activités pour répondre à une plus grande accessibilité au musée.

Une idéologie de démocratisation de l'art apparaît au Québec en général, depuis l'arrivée du Parti Québécois au pouvoir en novembre 1976 et d'une nouvelle réflexion face à la culture en général.

En 1977, on précise, au chapitre "Objets et pouvoirs" des lettres patentes, que les rôles de la Corpora-





tion du Musée régional sont de promouvoir tous les modes de création artistique, traditionnelle et contemporaine; promouvoir la sauvegarde, la conservation et la mise en valeur du patrimoine artistique régional et la diffusion de la culture; amasser de l'argent ou autres biens par voie de souscription publique ou autrement; acquérir et accepter les dons et legs pour les fins de la Corporation.

En 1977, M. Jean-Louis LeBreux reprend la relève alors que le musée accusait déjà un déficit. Il se met ardemment à sa tâche et reprend le dossier des améliorations techniques telles que l'installation de l'ascenseur et l'entreposage, prêts en septembre 1978, toujours dans le but d'améliorer les conditions de conservation.

En juin 1978, lors de l'assemblée générale, on assiste à un remaniement total du conseil d'administration, composé de nouveaux agents culturels et de jeunes artistes.

La crise financière persistante et les diverses critiques de la philosophie du Musée font surgir un conflit idéologique.

Deux conceptions s'affrontent, d'une part les nouveaux venus souhaitent une plus grande accessibilité du Musée, afin de réaliser son objectif régional. La presse s'inquiète et parle alors de "vase clos" ou "tour d'ivoire".⁵

En 1979, le directeur et l'animateur démissionnent. En plus du conflit constant, M. LeBreux refuse le nouveau contrat de travail proposé par le Conseil d'administration.

En démissionnant, l'animateur insiste sur le rôle éducatif du Musée et signale que ce dernier est ignoré de la population.

Plusieurs verront alors dans cette situation des luttes stériles, trop souvent au détriment de l'institution elle-même.

Après six mois d'intérim, Charles-Henri Roy prit en charge en juin 1979 la direction mais il quitte après deux mois de services pour un emploi aux Musées nationaux du Canada.

En novembre 1979, la venue de Madame Diane Paquin, nouvelle directrice, permet une restructuration des services d'éducation, du centre de documentation, des visites commentées, etc. Selon ses propos:

"Une restructuration des postes professionnels a permis au musée d'atteindre ses objectifs de diffusion, d'animation et d'éducation et ainsi faire participer le plus grand nombre de gens à l'activité muséale."⁶

Selon Diane Paquin, le musée a ce rôle d'éveiller chez le visiteur, par des objets, une sensibilisation accrue de la collectivité dans laquelle il vit. Le musée a donc un rôle éducatif autre.

En juin 1978, lors d'une allocution prononcée au deuxième congrès de la Société des musées québécois, M. Denis Vaugeois, Ministre des Affaires culturelles du Québec, reconnaît que le réseau muséologique est en crise.

Le Musée développe un programme de formation des travailleurs de musée. Les musées sont reconnus comme des lieux de communication et de transmission des connaissances. À chaque année, les membres de la Société des musées québécois se réunissent pour rendre compte des expériences de chaque institution pour faire évoluer le réseau. Mme Paquin y participe, au nom du Musée de Rimouski.

Depuis l'arrivée de Mme Diane Paquin, l'approche se transforme. On informe la population sur la mission de l'institution à savoir, qu'en plus de faire connaître les biens du patrimoine, il faut les conserver. Un projet d'exposition itinérante, pour faire connaître la production artistique du Bas-Saint-Laurent et la Gaspésie se concrétise en 1982. Intitulée "Photo 35", l'exposition diffuse les productions des photographes de la région à travers les musées et centres d'exposition au Québec et au Canada.

Les musées ne sont pas exempts de problèmes financiers, alors que la crise économique se fait sentir en 1981. Le musée accuse un déficit dû aux frais généraux qui augmentent.

Malgré la situation instable, le Musée régional de Rimouski a su respecter son rôle de diffusion et de conservation mentionné dans la charte de la Corporation. Le Musée régional de Rimouski, après dix ans d'existence, commence son histoire.

Les changements successifs de l'institution, n'ont pas assuré une continuité, un suivi, pour un développement à long terme.

Il est difficile de diagnostiquer le passé pour comprendre l'avenir du Musée. Cependant, il jouera toujours un rôle prépondérant dans la dynamique culturelle de la région.

1. Livre des minutes de la Corporation de l'École technique de Rimouski, procès-verbal de la réunion des administrateurs, le 7 août 1969, p. 171.

2. Ibid. p. 172.

3. Ibid. p. 172.

4. Dossier des activités administratives et culturelles présenté à l'assemblée annuelle de la Corporation du Musée régional de Rimouski, mercredi le 23 octobre 1974 p. 2.

5. "Vase clos ou tour d'ivoire?" dans le Progrès-Écho, mercredi le 3 mai 1978, p. C. 1

6. Diane Paquin, La grande histoire d'un petit musée, dans *Musées*, par la Société des musées québécois, vol. 3, no. 4, décembre 1980.